

# Rendez-Vous

Édition Spéciale  
Août 2001

## Délibérations Publiques sur le Changement Climatique

Le CACI et quatre de ses organisations membres (Falls Brook Centre, N.-B.; le Cooper Institute, ÎPÉ; le “Nova Scotia Environment Network”, N.-É.; et, la “Extension Community Development Cooperative”, T.-N.) ont travaillé de concert avec le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et l’Agence canadienne de développement international (ACDI) sur un projet fructueux d’engagement du public par l’entremise de délibérations publiques sur le sujet du changement climatique. Ce projet commença en octobre, 2000, et la lière partie fut complétée en avril, 2001.

Les coordonnateurs provinciaux pour ce projet furent choisis en octobre, 2000, et avec le personnel du CACI et des experts d’Environnement Canada et de l’Université de Dalhousie sur le dossier du changement climatique, ils participèrent à une session de focalisation sur ce dossier qui était animée par deux membres du personnel du CCCI, soit Jacquie Dale et Mary O’Neill. Cette session prépara la fondation du Guide de délibérations sur le changement climatique utilisé par les participants lors des délibérations. Le Guide fut ensuite rédigé par Aaron et Ruth Schneider et la mise en page fut complétée par Wayne Groszko.

Chaque coordonnateur provincial organisa une session de formation pour les modérateurs des délibérations publiques. En tout et partout, trente-huit personnes furent formées dans les quatre provinces atlantiques. Les coordonnateurs provinciaux étaient également responsables d’organiser six délibérations chaque et plus de 200 participants participèrent aux dialogues.

Par l’entremise du dialogue délibératif (ou “délibération”), on encourage les participants communautaires à explorer des choix politiques difficiles et de considérer un certain terrain d’entente sur lequel on peut baser des actions. La délibération mène à un dialogue basé sur les valeurs plutôt qu’à un débat encadré par un ordre du jour. Tout comme le disait un des coordonnateurs, “Il s’agit d’un moyen de changer les attitudes ancrées et d’évaluer les alternatives, au lieu que d’essayer de gagner. Cela dépasse le consensus..”

Chaque délibération dure trois heures et est composée de 10 à 15 participants, ainsi que d’un animateur formé. On encourage les coordonnateurs à inviter une aussi grande variété de gens que

possible aux dialogues. En général, la qualité du dialogue s’améliore en proportion avec la diversité des participants. Ces derniers complètent un questionnaire avant et après la délibération. Ces questionnaires sont conçus de sorte à identifier les inquiétudes et les opinions des participants en matière de développement des politiques relatives à l’enjeu discuté.

Plusieurs citoyens sont venus aux délibérations; plusieurs d’entre eux ne participent pas normalement à des débats d’orientation de politique et ils furent agréablement surpris par le niveau de confort du groupe, ainsi que par le montant de choses apprises durant la session de trois heures. Les participants en ont appris beaucoup à propos du changement climatique et du développement international, ainsi que sur certaines des options pour aborder le premier de ces enjeux; ils ont également acquis des habiletés de civisme très valables. Par le fait même, cela améliora la sensibilisation du public quant à l’impact du changement climatique sur les pays en développement et quant au rôle des communautés.

### Résultats des questionnaires:

1. **100 %** des participants sont d’accord “qu’il nous faut changer nos habitudes afin de diminuer notre impact sur le changement climatique.”
2. **98 %** des participants s’entendent “qu’il nous faut réduire par bien plus que de 5 % nos émissions de gaz à effet de serre, tel que promis en 1997 par le gouvernement fédéral dans le cadre du Protocole de Kyoto.
3. **96 %** des participants sont d’accord “qu’il nous faut encourager le développement de technologies alternatives qui ont un faible taux d’émissions.”
4. **91 %** des participants s’entendent “qu’il nous faut diminuer notre consommation d’énergie, même si cela affecte notre qualité de vie.”
5. **71 %** des participants sont d’accord “qu’une taxe sur le carbone devrait être imposée sur les combustibles fossiles pour en diminuer la consommation, même si  
*(se continue à la dernière page...)*

**Rendez-Vous**  
Édition Spéciale  
août 2001

Le bulletin Rendez-Vous est publié par le Conseil Atlantique pour la Coopération Internationale et financé par l'Agence Canadienne de Développement International



Rédacteurs et Mise en Page:

Marcelle Thibodeau  
Sarah Shima



Atlantic Council for International Cooperation-Conseil Atlantique pour la Coopération Internationale.

125 chemin South Knowlesville Road

Knowlesville, N.-B./NB  
E7L 1B1

Ph/Tél: (506)-375-4795

Fax: (506)-375-4221

Email: [info@acic-caci.org](mailto:info@acic-caci.org)

Website: [www.acic-caci.org](http://www.acic-caci.org)

Ce bulletin est imprimé sur  
du papier 100% recycler  
post-consommateur.

## Délibérations sur le changement climatique au Nouveau-Brunswick

par : Marieka Arnold et Marcelle Thibodeau

Marieka Arnold, membre du personnel à Falls Brook Centre (FBC), a coordonné le projet sur les délibérations publiques au Nouveau-Brunswick, en partenariat avec le Conseil atlantique pour la coopération internationale (CACI). Les délibérations eurent lieu dans des endroits bien dispersés du point de vue géographique et représentaient la diversité que l'on retrouve dans notre province. Cette diversité dans les délibérations communautaires comprenait des participants engagés dans nos différentes ressources naturelles, y compris l'aquaculture, la foresterie et l'agriculture. Il y avait des participants des Premières Nations, ainsi qu'une représentation culturelle bien variée. Trois des délibérations eurent lieu en français, trois en anglais, représentant ainsi la diversité linguistique du Nouveau-Brunswick. En tout et par tout, 72 Néo-Brunswickois ont participé aux délibérations.

Falls Brook Centre fut en mesure de réseauter avec quelques groupes pour qui le projet des délibérations était tout à fait nouveau. À Moncton, nous avons travaillé avec des anciens participants de Katimavik. À Caraquet, nous avons réseauté avec le Comité de gestion intégrée de la baie de Caraquet. Notre réseautage à Bathurst eut lieu avec Développement Durable Bathurst. À Fredericton, nous avons travaillé en coopération avec le Centre sur le changement climatique situé chez l'Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick.

Chaque délibération avait sa propre saveur unique, mais des thèmes communs ont ressortis des six délibérations. Les citoyens du Nouveau-Brunswick croient qu'il faut améliorer l'éducation et la sensibilisation quant aux enjeux du changement climatique. Ils croient que le changement doit venir de tous les segments de la société, du niveau des individus jusqu'aux niveaux de l'industrie et des gouvernements. La plupart des participants aux délibérations ont déclaré que l'environnement et l'économie sont étroitement liés et qu'il y a une harmonie entre les deux. Les individus ont parlé de la nécessité d'avoir des réglementations développées par les gouvernements à l'intention de l'industrie et qui prendraient la forme d'incitatifs et de lois.

De plus, une partie de la culmination lors de chaque délibération était une discussion sur des idées d'actions sur le changement climatique. Ces points portaient surtout les transports avec des suggestions pour le co-voiturage, les transports en commun et la réduction de l'utilisation des véhicules. Les citoyens du Nouveau-Brunswick ont également recommandé des lettres et d'autres campagnes ciblant le gouvernement.

On a souligné le besoin d'éducation des individus en matière de changement climatique. Les participants croient qu'il faut agir au niveau local et national, et que le gouvernement doit montrer l'exemple aux autres pays. Ils ont exprimé un intérêt pour le développement des économies locales et la réduction de la consommation sur le plan individuel, ce qui réduirait ainsi le brûlage des combustibles fossiles. Durant plusieurs des délibérations, les participants ont trouvé que la soirée était un mécanisme excellent pour obtenir l'avis du public et ils ont déclaré que le forum était une expérience excellente de civisme. Ils ont trouvé que la délibération, en tant que telle, était très utile pour aborder les enjeux reliés au développement international et au changement climatique.

Le point principal qui fut soulevé, c'était le rôle que le Canada doit adopter au niveau international en tant que nation en ce qui concerne le changement climatique. Les participants croient essentiellement que le Canada doit faire beaucoup mieux pour montrer l'exemple et, qu'en donnant l'exemple en tant que nation par la réduction des émissions de gaz à effet de serre, nous allons réduire les effets néfastes du changement climatique

*(se continue à la prochaine page...)*

au niveau international.

Quelques commentaires très positifs de la part des participants aux délibérations:

“...un moyen excellent d’inciter l’engagement et la participation du public. Très bien organisé et animé. Ce fut un plaisir d’y participer.”

**Participant à Bathurst**

“...très informatif et efficace pour mettre le doigt sur les vraies opinions et les sentiments réels “du public” - un

nombre suffisant de ces rencontres sur un territoire suffisamment grand devrait donner une indication exacte de ce que le public croit qui doit être accompli et de ce que le public est prêt à endurer pour aider à sauvegarder notre demeure terrestre.”

**Participant de Fredericton**

“La délibération sur le changement climatique m’a donné de l’information sur les points de vue des gens; les “pour” et les “contre” en matière d’actions solides. IL NOUS FAUT DES ACTIONS SOLIDES!”

**Participant à Bathurst**

## Délibérations sur le changement climatique dans l’île

par: Kelly Redmond et Marcelle Thibodeau

Le Cooper Institute, l’organisme de coordination sur l’ÎPÉ, fut responsable pour l’organisation de six dialogues communautaires, ainsi que pour la formation et le mentorat des animateurs bénévoles. En plus de l’appui financier de l’ACDI, le Cooper Institute veut souligner et remercier le “Prince Edward Island Department of Environment, Fisheries and Aquaculture” pour sa contribution.

Six délibérations eurent lieu entre le 13 février et le 1er mars, 2001. Soixante Prince-Édouardiens participèrent à ces délibérations qui eurent lieu dans chacun des trois comtés de l’ÎPÉ, ce qui a donné un bon mélange de participants urbains et ruraux, et dont l’âge variait de l’école secondaire à l’âge d’or. Les participants provenaient de différents secteurs: pêcheurs, éducateurs non formel, éducateurs post-secondaires, fonctionnaires, représentants élus des municipalités, étudiants, retraités, fermiers, professionnels en énergie et en environnement, des gens qui travaillent à la maison et des propriétaires de petites entreprises.

Six groupes ont participé au processus en tant que co-organisateurs: la “Southeast Environmental Association”, Katimavik, le “UPEI Environmental Committee”, la “Evangeline Stream Enhancement Association”, “Full Circle School” et le Conseil du village de Mount Stewart. Des représentants des cinq organisations suivantes se portèrent volontaires ou bien en tant que modérateurs ou bien en tant que participants dans l’une ou l’autre des délibérations: les Guides du Canada, la “Renewable Energy and Energy Efficiency Association of PEI”, la “Hillsboro River Association”, “Eco-PEI” et le “PEI Environmental Network”. Par ailleurs, des présentations eurent lieu pour les membres ou les bureaux de direction de ces organisations.

Les participants ont exprimé leur appréciation d’avoir été introduits au sujet du changement climatique et au processus des délibérations. Dans trois des délibérations, les participants déclaraient que c’était la première fois que le changement climatique était abordé publiquement dans leurs communautés. On peut affirmer avec certitude que des 60 participants aux délibérations, 98 % y participaient pour la première fois. Dans l’ensemble, le feedback recueilli grâce au questionnaire de suivi démontrait un appui solide du processus. À titre d’exemple:

“Ce forum illustre bien le besoin pour plus d’éducation publique sur ce problème et je pense que cette méthode est parfaite pour faire cela.”

“Je serais intéressé à utiliser les principes de la délibération dans d’autres contextes.”

“Au début de la rencontre, j’ai compris que je devais participer et qu’il ne s’agissait pas d’une simple causerie. Je ne pensais pas avoir quelque chose à contribuer; qu’est-ce que j’en sais sur le changement climatique?! Mais à mesure que la session avançait, j’ai compris que j’avais des choses à contribuer et je me sentais confortable de le faire.”

### Terrain d’entente et points importants

La majorité des participants croyaient que le problème arrivait à l’étape de crise. Ils souhaitaient que la politique et l’action gouvernementales reflètent l’aspect urgent de la situation. Dans chacune des délibérations, les participants ont exprimé constamment leur frustration et leur manque de confiance dans leurs élus. Les gens croyaient fondamentalement que le gouvernement faisait la sourdine vis à vis cet enjeu et ses impacts sur la société.

À travers les délibérations, on retrouvait un fil commun de réflexion sur la responsabilité civique. Il est clair que les gens croyaient qu’un engagement individuel et peut-être même des sacrifices étaient nécessaires afin de réaliser les changements désirés. Cependant, on fit remarquer que la motivation des citoyens était plutôt faible vis à vis l’engagement nécessaire pour éduquer et communiquer à l’intérieur de leurs communautés et avec leurs élus. Certains pensaient que la complexité du dossier, aggravée par la recherche contradictoire offerte par les médias, freinait l’initiative des citoyens. Un participant décrivit assez bien cette préoccupation générale en disant: “Je ne sais qui je dois croire.”

*(se continue à la prochaine page...)*

Le terrain d'entente que l'on voyait constamment chez les participants en matière de politique, c'était le souhait que les gouvernements fassent preuve de leadership avec des incitatifs pour des sources d'énergie écologiquement saines et ils s'opposaient à d'autres taxes (par ex., une taxe sur le carbone) sur les citoyens comme moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ils encourageaient une taxation des entreprises si les incitatifs n'étaient pas adoptés. De plus, les gens croyaient que l'Île-du-Prince-Édouard serait une bonne candidate pour y faire des expériences en technologies écologiques au niveau résidentiel et industriel.

Une autre suggestion commune en matière de politique était d'exiger une campagne d'éducation menée par le gouvernement, facilitée par un réseau multisectoriel, qui démontrerait les impacts du changement climatique sur la santé des gens, des plantes et des animaux. Cela vint de la supposition que les gens manquent d'expériences tangibles dans leur vie (ce qui est reflété par un manque similaire d'expérience chez les autres) qui pourraient leur dé-

montrer la connexion entre les causes du changement climatique mondial avec la santé et le mieux-être. On fit remarquer que cela était surtout vrai au Canada où les ressources naturelles sont abondantes et où elles répondent à des besoins de base et à nos désirs. On fit une comparaison avec le changement graduel des attitudes vis à vis l'usage du tabac; il s'agirait d'une approche positive pour faire lumière sur la relation avec l'environnement. Peut-être qu'une campagne publicitaire télévisée, facile à digérer, et où l'on démontre les connexions directes ci-haut mentionnées, pourrait enclencher un tel changement.

On y souleva aussi la nécessité de mesures équitables qui reflètent les réalités des disparités économiques locales et internationales. En d'autres mots, les pauvres ou les peuples qui consomment moins ne devraient pas se voir obligés de porter le même fardeau que les peuples riches et qui consomment le plus. De plus, on suggéra qu'il nous faudrait en apprendre des nations en développement en ce qui concerne une approche de vie moins consommatrice et plus débrouillarde.

## Délibérations Publiques en Nouvelle-Écosse

Par: Veronica Sherwood

Le changement climatique est l'un des enjeux environnementaux le moins connu, mais le plus destructif, qui affecte les Canadiens de nos jours. Les Néo-Écossais espèrent changer tout cela. Parce qu'ils sont inondés par les préoccupations reliées à la pêche, au développement des ressources côtières, à la déforestation et à la gestion des déchets, le changement climatique est souvent ignoré. La série de délibérations sur le changement climatique organisée par le "Nova Scotia Environmental Network" (NSEN) en partenariat avec le "Ecology Action Centre" (EAC) et la "Clean Nova Scotia Foundation" (Clean NS) a tenté d'aborder ce problème. La liste des animatrices représente un groupe impressionnant d'écologistes et de bénévoles dévouées. Il s'agit de: Calinda Brown (EAC), Peggy Cameron (Clean NS), Alex Fischer (EAC), Veronica Sherwood (NSEN), Sarah Stewart (étudiante à Saint Mary's), Cathy Trafford (Clean NS), Sue Watson (NSEN). Ces femmes ont soulevé cet enjeu auprès d'une variété de gens qui, autrement, n'auraient pas participé à la discussion publique sur le changement climatique.

"J'ai souvent vu ce sujet dans les médias, surtout en ce qui concerne Kyoto, mais je ne comprenais pas vraiment cet enjeu," déclare Rob Hansen, un instructeur en graphisme au "Nova Scotia Community College". "Ce que j'ai aimé de la session, c'est qu'on y offrait beaucoup d'information. J'ai une bien meilleure idée de la gravité du changement climatique."

Ce point de vue est partagé par environ 30 participants qui sont venus aux sessions de délibérations sur le changement climatique dans différents coins de la municipalité régionale d'Halifax. Les cinq groupes participant à ces délibérations étaient composés d'une variété démographique en ce qui a trait au genre, à la profession et aux intérêts sociaux. Les participants étaient du personnel rémunéré ou des bénévoles de différentes organisations ou agences, telles: le "Nova Scotia Community College", "*Matrix*

*Women's Services*", "Drug Dependency NS", "The New Democratic Party" et la "United Church of Canada". Il n'était pas nécessaire d'avoir des connaissances et/ou un intérêt dans les enjeux environnementaux afin de participer. C'est pour cette raison que la Nouvelle-Écosse fut en mesure de recueillir une variété d'opinions représentant des gens ayant des expériences de vie et des intérêts variés.

Quoique les participants étaient variés, les résultats furent d'une similarité remarquable et ils mènent à une conclusion d'ensemble. Il existe un besoin pour de l'information claire, précise et accessible par le public sur le changement climatique. Ce point est résumé par Sue Watson, l'une des animatrices du "Ecology Action Centre".

"Nos résultats indiquent que la plupart des participants n'avaient vraiment pas beaucoup d'information pratique sur le changement climatique," déclare Watson. "Les gens voulaient de l'information qui offre des solutions et des moyens de modifier leurs comportements à domicile et au travail. Les gens étaient prêts à faire des changements, mais n'étaient pas sûrs quels changements ils devaient faire. Il faut définitivement avoir plus d'éducation dans les écoles et avoir plus de matériel disponible et facile à comprendre pour les gens."

Watson mentionne le fait que les rapports dans les médias concernant le changement climatique sont souvent rédigés selon le point de vue des scientifiques, des météorologues et des fonctionnaires. Les délibérations ont démontré le besoin d'une éducation publique à grande échelle afin de sensibiliser les gens quant aux réalités du changement climatique en Nouvelle-Écosse, tout comme à l'échelle mondiale.

D'autres résultats indiquaient une plus grande sensibilisation en relation avec le changement climatique et le rôle du gouverne-

ment, des entreprises et des individus. Les participants s'entendaient également qu'il fallait *agir immédiatement* afin d'aborder les répercussions et les dommages causés par le changement climatique. Plusieurs participants désiraient voir un plan stratégique de la part du gouvernement qui réduirait effectivement les émissions de gaz à effet de serre tout en supportant les initiatives d'éducation publique. D'autres voulaient la mise en oeuvre d'incitatifs pour que les entreprises réduisent leurs émissions de combustibles fossiles, ainsi que des incitatifs fiscaux pour que les citoyens réduisent leurs coûts de chauffage ou l'utilisation de leur automobile en adoptant des modes de transport plus soutenables.

Les sessions furent également optimistes. Plusieurs participants étaient prêts à changer leurs comportements pour qu'ils deviennent "plus écologiquement sains" en matière de changement cli-

matique, en autant que l'éducation, l'instruction et les incitatifs soient disponibles. Les gens étaient prêts à faire des démarches quant à leurs besoins en matière de consommation, de transports et de comforts à domicile si des renseignements précis leur étaient disponibles sur "comment" accomplir tout cela.

Le NSEN est heureux d'avoir offert cette opportunité aux gens des communautés de la région d'Halifax; pour plusieurs d'entre eux, c'était la première fois qu'on leur demandait leur opinion sur les politiques environnementales. Le NSEN veut remercier tous ceux qui ont participé et qui ont contribué leurs opinions à ces délibérations. Vous pouvez être sûrs et certains que nous allons livrer votre message aux responsables de l'élaboration des politiques dans la province. Et un gros merci aux animatrices du NSEN pour leur bon travail et leur intérêt.

## Consommateurs, clients et citoyens: Qui décide vraiment dans les enjeux communautaires?

par Neil Tilley

Est-ce que les "citoyens" (le civisme) sont une race en péril de nos jours? Est-ce que les gens ont abandonné le droit de prendre des décisions et de passer à l'action? Est-ce qu'il faut former les gens en tant que citoyens. Dans un monde où la technologie des communications électroniques, le commerce et le profit mènent la barque, il y a peu de citoyens, mais surtout des consommateurs et des clients. Un client est une personne qui utilise et qui paye pour les services d'un professionnel: avocat, travailleur social, docteur, architecte. Un consommateur est un utilisateur de services et de produits. Un vrai citoyen est un membre civil vivant dans une communauté, et: qui a des droits et des privilèges de pratiquer librement; qui est productif et peut faire et construire des choses; qui a des idées et des ressources; qui est entreprenant, confiant et responsable; qui prend des décisions et passe à l'action.

De nos jours, le civisme est en deuxième place derrière la dépendance. On enseigne aux gens à jouer le système. Ils doivent se tenir tranquille, s'attendre à des choses du gouvernement et trouver des experts pour réparer les choses. Si les citoyens se plaignent de l'accroissement du changement climatique à cause du brûlage des combustibles fossiles; de la perte des services bancaires; du développement d'un grand supermarché dans leur quartier tranquille; ou bien, de l'empiètement sur une terre humide vierge par une entreprise en expansion, on leur dit que c'est le "progrès". Que ce n'est pas leur droit de retarder le progrès, même s'il s'agit de l'argent, de la communauté et de l'environnement de ces mêmes citoyens. Les politiciens font de faibles tentatives d'apaiser leur électorat en organisant des rencontres publiques et leur promettant ensuite de véhiculer leur message auprès du gouvernement. Ça marche, parfois. Dans plusieurs cas, par contre, ça donne aux promoteurs immobiliers le temps de préparer une réfutation aux plaintes des citoyens et de trouver des moyens de convaincre le gouvernement d'approuver le projet.

Les citoyens, en tant que consommateurs et clients, représentent beaucoup d'argent pour les entreprises, les gestionnaires de

marché et les publicitaires. Les citoyens peuvent changer collectivement les façons de penser, les méthodes de développement et des générations de tradition. Travailler ensemble produit une sagesse collective et de nouvelles sources d'énergie. Avec leurs ressources, les citoyens forment de nouvelles relations de travail qui changent la dynamique du pouvoir dans la communauté. Il y a un sentiment d'espoir et une expression de "on peut le faire." Un bon exemple de ce sentiment "qu'on peut le faire", ce sont les récentes délibérations communautaires dans le Canada Atlantique sur le changement climatique organisées par le Conseil atlantique de coopération internationale (CACI). Grâce à un processus de dialogue délibératif, on a découvert que les citoyens:

- Ils sont conscients qu'il nous faut changer nos habitudes afin de diminuer notre impact sur le climat.
- s'entendaient pour dire qu'il nous faut réduire nos émissions de gaz à effet de serre de plus que le 5 % promis en 1997 par le gouvernement fédéral dans le cadre du Protocole de Kyoto.
- s'entendaient sur le fait qu'il nous faut diminuer notre consommation d'énergie, même si cela affecte notre qualité de vie.
- s'entendait sur le fait qu'une taxe sur le carbone devrait être imposée sur les combustibles fossiles pour en diminuer la consommation, même si cela veut dire que les produits vont coûter plus cher et que nous ne pourrions pas conduire autant qu'avant.

Grâce à ce processus, les citoyens se sont engagés à l'action. Les résultats des forums furent présentés aux Premiers ministres de l'Atlantique et aux Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre à la fin de mars, 2001. Est-ce que les citoyens vont récolter de l'action? Qu'est-ce que les citoyens peuvent faire? Les actions commencent avec chacun d'entre-nous. Il nous faut devenir une so  
(se continue à la prochaine page...)

ciété de conservation. Les citoyens doivent rester en communication avec leurs députés fédéraux et provinciaux, ainsi qu'avec leurs conseillers municipaux, afin d'engendrer une bonne politique publique sur le changement climatique.

Lorsque vous êtes un consommateur de services, on vous fait croire que vous avez le contrôle de ce que vous achetez ou de ce que vous utilisez. Parce qu'on demande aux gens ce qu'ils veulent comme service, ou bien quel produit est le meilleur, ils pensent que l'on va tout faire au mieux de leurs intérêts. Il n'y a aucune garantie que les gens qui ont un besoin quelconque auront aucun contrôle sur les changements qui auront lieu. À titre d'exemple, les services bancaires. Dans plusieurs petites communautés terre-neuviennes, les grandes banques ont retiré leurs services ou bien les ont remplacé par des guichets automatiques. Plusieurs petites communautés ont encore des gens avec des avoirs financiers. Les banques ont toujours fait de l'argent sur leurs investissements et employé des gens de la localité dans leurs succursales. Maintenant, les gens doivent voyager vers les grands centres afin d'obtenir ces services bancaires; il leur faut payer pour déposer et retirer leur argent. Si des services spéciaux comme des REER ou des fonds communs de placement sont nécessaires, vous devenez alors client d'un conseiller financier.

L'action sur le changement climatique fonctionne de la même manière. Si nous, en tant que citoyens, ne passons pas à l'action et ne forçons pas le gouvernement à mettre à exécution des politiques de réduction des émissions de combustibles fossiles, alors le changement climatique va s'aggraver. La santé et la sécurité des gens ne sont-elles pas les choses les plus importantes dans l'esprit des citoyens et du gouvernement? Peut-être que, tout comme les banques, le changement climatique peut être transformé en une industrie et que les citoyens peuvent devenir des consommateurs de produits et de services, et devenir les clients des professionnels!

Les gouvernements peuvent encore légiférer des lois et les mettre à exécution. Avec cette mise à exécution, ils peuvent offrir des incitatifs pour réduire la dépendance sur les combustibles fossiles et encourager les citoyens à faire des choses plus pratiques telles le co-voiturage, l'utilisation de l'énergie solaire et éolienne, et plus de recyclage. Lorsque les citoyens se plaignent et qu'ils entreprennent des actions concernant la perte de services et d'emplois, la plupart du temps le gouvernement ne peut rien y faire. Si les entreprises disent qu'elles ne peuvent pas respecter des réglementations strictes en matière d'émissions, alors les règlements sont changés afin de protéger les entreprises et l'argent des investisseurs. Si les citoyens s'en plaignent, on les considère comme des fauteurs de troubles, des agitateurs et des révoltés. Il faut prendre position par rapport aux élites commerciales et au gouvernement et affirmer que notre environnement est prioritaire pour nos gens et notre futur.

Il est plus difficile que jamais pour les citoyens d'avoir accès aux décisionnaires gouvernementaux et aux organismes de financement. Essayez de rejoindre l'un d'eux par téléphone; on vous dit de laisser un message et que l'on vous contactera bientôt. Le but

des politiques devrait être de travailler pour le "bien commun". Les gens sont devenus des consommateurs de services gouvernementaux. Ils sont également devenus les clients des travailleurs sociaux, des docteurs et du système de santé. Ils sont également des citoyens. On s'attend à ce que les citoyens soient responsables, qu'ils fassent preuve de leadership communautaire, qu'ils respectent les autres, qu'ils incluent tout le monde et qu'ils comprennent leurs différences. Ce sont-là les points clés du "bien commun". Les citoyens ne sont-ils pas engagés dans ce processus?

De nos jours, lorsque les citoyens supportent un groupe environnemental qui se tient debout devant le gouvernement, ils sont souvent perçus comme anti-développement et comme des individus qui ne veulent rien savoir. À titre d'exemples, la coupe à blanc du bois pour la pâte et le papier, la surconsommation de l'énergie des combustibles fossiles et la société de consommation font toutes parties de cette habitude d'en vouloir toujours plus. Il faut que l'on change nos façons de faire. Il nous faut faire plus avec moins. Pour effectuer ces changements et assurer un environnement durable, certaines personnes vont perdre leur emploi, les profits des grosses entreprises vont diminuer et les gouvernements vont essayer d'adoucir la douleur en finançant la création artificielle d'emplois ou le recyclage. Un autre exemple, l'industrie forestière à Terre-Neuve. Des forêts en bonne santé jouent un rôle important dans la réduction du changement climatique. Les forêts terre-neuviennes ont été violées et pillées avec très peu de replantation. Ce n'est pas la faute des citoyens que la sylviculture ne fut pas pratiquée. Mais, cela est-il complètement vrai? Si les citoyens étaient passés à l'action environ 30 ans passés concernant la nécessité des pratiques sylvicoles, est-ce que les compagnies de pâtes et papier voudraient encore couper alentour de Main Brook de nos jours? S'agit-il d'un cas de prévention, d'intervention précoce ou de gestion de crise? La plupart du temps, lorsque les citoyens décident de s'engager, c'est à l'étape de gestion de crise. C'est quand la confiance et la foi que nous avons dans le gouvernement ont été trahies; c'est à ce moment-là qu'on s'engage. La raison pour cela, c'est qu'on ne reconnaît pas le travail ardu des citoyens pour effectuer des changements. Ils deviennent désenchantés et distants d'un engagement sérieux dans les affaires publiques. Il y a toujours un représentant ou un programme gouvernemental quelconque qui est là pour faire quelque chose pour vous. Ça ne fonctionne pas avec les "citoyens" pour effectuer les changements qu'ils désirent. Être un client ou un consommateur donne une différente compréhension de l'identité publique que celle d'être un "citoyen". Le vrai civisme indique comment les gens voient leur rôle et la portée de leur action, ce qu'ils vont faire et les biens nécessaires pour ainsi faire. Est-ce là où en est l'action sur le changement climatique? Avec la structure que nous avons, est-ce que les citoyens peuvent être des producteurs et bâtir sur les valeurs qui reconnaissent le besoin du jugement public dans la prise de décision pour en arriver à une différente sorte de professionnalisme et à des changements institutionnels pour aider à créer des environnements plus sains, des communautés plus résilientes et des endroits sécuritaires où tous les systèmes puissent y vivre.

# Climat Mondial, Résilience et Réaction Communautaire dans le Canada Atlantique

---

La Conférence sur le changement climatique, qui a eu lieu les 16 et 17 mars 2001 à Saint-Joseph, au Nouveau-Brunswick, a réuni 45 participants et 16 conférenciers qui se sont penchés sur les questions liées au changement climatique et à la résilience des communautés. La Conférence constituait la conclusion du projet de délibérations publiques sur le changement climatique organisé par le Conseil atlantique pour la coopération internationale.

Le conférencier d'honneur, M. Ralph Torrie, environnementaliste et conseiller pour la campagne internationale des villes pour la protection du climat, a demandé aux participants d'envisager une transformation en matière d'énergie, un avenir où les émissions de gaz à effet de serre seraient réduites de 50 p. 100. Les autres conférenciers étaient : Wayne Grosko d'Environnement Canada; Don Forgeron du Bureau d'assurance du Canada; Sarah Shima, coordonnatrice du Conseil atlantique pour la coopération internationale; David Fournier, gestionnaire principal de programme pour le Mécanisme des projets ONG de l'ACDI; David Coon, directeur des politiques du Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick; Ron Colman, directeur de GPI Atlantic, et Neil Tilley, directeur de la coopérative Extension Community Development. Il y a eu des présentations sur la caravane du changement climatique (C<sup>3</sup>), sur les activités de l'organisme 10 jours pour la justice globale, sur le travail réalisé par Pierre Cyr, un coopérant du CUSO qui est revenu récemment d'un séjour au El Salvador, et sur le Falls Brook Centre. Les participants ont également pris part à deux ateliers durant lesquels ils ont examiné et élaboré en groupe diverses options en matière de politique énergétique et de politique des transports. Ils ont également discuté de ce à quoi pourraient ressembler nos communautés, de ce que chacun et chacune était en mesure de faire et des barrières qui existent sur le plan de la politique, des politiques et des ressources. À partir des résultats de ces deux ateliers, un exposé de principes a été rédigé afin d'être présenté à la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Vous pouvez consulter



Vous trouverez ci-dessous un extrait du sommaire de la conférence préparé par **Ruth Schneider** du centre d'études internationales de l'université College du Cape Breton. Pour lire le plein sommaire, s'il vous plaît visitez notre site web : [www.acic-caci.org](http://www.acic-caci.org)

Voici ce que j'ai compris que l'on disait. Ce n'est pas tout; il se peut même que ce ne soit pas tout à fait ce que les autres vont se rappeler, mais c'est bien ce qui m'est resté dans l'esprit à la fin de ces deux journées.

Nous savons ce que nous voulons. Nous voulons communiquer entre la terre et le ciel comme le fait un arbre, non pas comme le fait une cheminée d'usine.

Nous comprenons que le réchauffement climatique est surtout un problème énergétique; le brûlage des combustibles fossiles en est la cause principale.

Nous comprenons qu'il nous faut réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre durant notre vie, et qui plus est, nous savons que cela est possible.

Nous comprenons que les pays industrialisés doivent faire preuve de leadership en matière de réduction des gaz à effet de serre. Nous, ici dans la région Atlantique, savons bien qu'étant donné que nous avons contribué plus que notre part à ce problème mondial, il nous faut contribuer d'autant plus à sa solution.

On vient de nous dire que la température moyenne des Maritimes a augmenté de 6 degrés durant les 100 dernières années et que nous sommes sur un sentier dangereux parce qu'une chaîne de réaction positive hors contrôle pourrait causer un emballement (run-away effect).

La Nature ne négocie pas.

Quoiqu'il y ait des tentatives d'améliorer la résilience du Canada face aux désastres éventuels, et bien que tout cela soit louable, il ne s'agit que de solutions provisoires qui nous accordent quelques secondes de plus afin de changer les habitudes de notre société.

Les gens de l'Atlantique ont "besoin" de savoir et ils "veulent" savoir; cela est évident suite aux nombreuses demandes pour plus de délibérations. Ils sont donc prêts à accepter des mesures plus difficiles, même s'ils en ressentent les impacts au niveau personnel. Ils s'attendent également à ce que nos gouvernements entament des actions concrètes.

Nous, dans cette salle, venons tout juste de découvrir que nous sommes la réponse de l'ensemble de tous ces gens.

Il nous appartient donc de bâtir une contingence publique solide pour aborder le problème du changement climatique, c-à-d., de passer d'une société de consommation à une société de conservation; d'un partage inéquitable de l'atmosphère mondiale à un partage équitable parmi les peuples du monde.

Bien que nous sommes prêts à aider à créer un "climat de changement", nous demandons des politiques claires et probantes de la part de nos gouvernements fédéral et provinciaux, à tous les niveaux et dans tous les secteurs.

Nous allons trouver un moyen de véhiculer un ensemble de messages tout à fait différents dans l'arène politique qui affirment que notre progrès n'est plus basé sur la croissance économique mesurée par le Produit intérieur brut, mais plutôt sur ces choses qui mesurent le mieux-être social et la santé sociale. Nous allons qualifier aussi bien que quantifier et nous allons nous assurer que tous comprennent bien que le niveau des émissions de gaz à effet de serre est un indicateur de base de notre mieux-être.

Nous allons supporter les initiatives individuelles, communautaires, organisationnelles, commerciales et gouvernementales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, surtout celles axées sur les secteurs des transports et de l'énergie. Nous entamons le cycle ABC, soit de la volonté de la base à la volonté politique, et il nous faut maintenir la pres-

cela veut dire que les produits vont coûter plus cher et que l'on ne pourra pas conduire autant qu'avant."

6. **Seulement 15 %** des participants acceptaient "que l'on devrait laisser les gens libres de faire leurs propres choix quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, même si cela veut dire que le changement climatique va continuer à s'aggraver.

#### Terrain d'entente

Avant la fin d'une délibération, on encourageait les participants à trouver un certain terrain d'entente en tant que groupe. Voici certains des thèmes rapportés durant toutes les délibérations:

- Action nécessaire dès maintenant.
- Il faut améliorer l'éducation et la sensibilisation du public quant aux enjeux du changement climatique.
- Le changement doit venir de tous les segments de la société: du gouvernement, de l'industrie et des efforts individuels.
- Le gouvernement doit prendre les devants et offrir des incitatifs afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, et non seulement des règlements.

#### Points d'action prioritaires

Certaines actions furent discutées par les participants:

- Action individuelle B engagement personnel
- Lobbying auprès des politiciens B développer des politiques de taxation de la pollution et augmenter les incitatifs ciblant la réduction des émissions de gaz à effet de serre
- Efforts d'éducation à l'intérieur de la communauté
- Investissements responsables dans des compagnies engagées dans les technologies d'énergies renouvelables
- Consommation diminuée des biens et des services non essentiels

#### Prochaines étapes

Quelles sont nos prochaines étapes? Eh bien, l'ACDI a accepté de financer la 2<sup>ème</sup> partie du travail en matière d'engagement public et nous avons l'intention de continuer à bâtir sur le travail de l'an passé en ajoutant deux nouvelles parties au programme.

Le premier ajout est le développement d'études de cas au niveau international portant sur les efforts présentement en cours par quatre de nos membres en matière de changement climatique. Ce travail sera inclu dans le guide original de délibérations sur le changement climatique et il sera utilisé durant les délibérations afin de donner aux participants une meilleure idée du travail canadien effectué au niveau international.

Le deuxième ajout au projet est un formulaire d'engagement. Après le dialogue délibératif, on demandera au participant s'il aimerait s'engager à entreprendre une certaine action de suivi.

Le participant écrit sa promesse d'engagement et ajoute ses coordonnées de sorte que le bureau du CACI va communiquer avec lui quelques semaines plus tard pour lui rappeler sa promesse. Cette simple démarche a eu de grands résultats avec différents groupes; un simple rappel encourage souvent les participants à donner suite à leurs promesses.

#### Êtes-vous intéressé à participer?

***Le CACI est à la recherche d'une organisation partenaire dans chacune des provinces atlantiques afin de coordonner ces activités, y compris la formation des animateurs et les délibérations.***

Ces partenariats sont ouverts aux organisations membres du CACI; le projet durerait environ six mois. Le financement est disponible pour les activités des partenaires.

Si vous n'êtes pas un membre du CACI, mais tout de même intéressé à participer à un dialogue sur le changement climatique, ou bien à vous porter volontaire en tant que modérateur, veuillez communiquer avec

Sarah Shima au [info@acic-caci.org](mailto:info@acic-caci.org) ou en composant le (506) 375-4795.

#### **Atelier sur le changement climatique de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, les 29 et 30 mars 2001**

Dans le but de porter à l'attention des décideurs politiques de la côte est les préoccupations des résidents du Canada atlantique, la coordonnatrice du Conseil atlantique pour la coopération internationale a assisté à l'atelier sur le changement climatique organisé dans le cadre de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Elle a ainsi été en mesure d'y présenter l'exposé de principes du CACI sur le changement climatique.

En prévision de cet atelier, l'exposé de principes du CACI sur le changement climatique a été envoyé aux membres du Conseil, à tous les médias d'importance des provinces de l'Atlantique et aux députés fédéraux et provinciaux du Canada atlantique.

La présentation de l'exposé de principes, qui a eu lieu lors de la rencontre des gouverneurs et des premiers ministres, s'est très bien déroulée. Le document a été présenté à l'assemblée au cours d'une discussion portant sur l'élaboration d'une politique en matière d'émissions de gaz à effet de serre et la coordonnatrice du CACI a également eu l'occasion de s'entretenir en personne avec nombre de participants.

Grâce à des entrevues effectuées durant la rencontre des gouverneurs et des premiers ministres, deux quotidiens de Fredericton ont publié des articles sur la demande du CACI visant l'adoption d'un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre fixé à 50 p. 100. La coordonnatrice a de plus été interviewée sur les ondes de la station de télévision Global TV dans le cadre de leur bulletin de nouvelles nationales.

Pour consulter l'exposé de principes ou pour de plus amples renseignements, veuillez visiter notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.acic-caci.org>